

Il y a aussi le danger très réel d'une polarisation du marché entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Il a fallu une génération pour atténuer la polarisation de la politique de puissance qui nous a menés à la Guerre froide; il pourrait être encore plus ardu de nous remettre d'une polarisation du commerce qui mènerait à la guerre commerciale. Ce serait réellement désastreux pour le Canada. Nous avons probablement plus à perdre que tout autre pays du protectionnisme des États-Unis et des représailles d'autres pays. Nous pourrions n'avoir pas d'autre choix que d'être complètement à la remorque des États-Unis ou d'être repoussés dans l'isolement.

Dans le processus d'expansion et de consolidation du Marché commun apparaît un nouveau bloc commercial, formé non seulement des pays membres de la Communauté européenne, mais d'un grand nombre de pays associés de diverses façons à la Communauté grâce à des arrangements commerciaux préférentiels. Le principe de non-discrimination dans les relations commerciales est battu en brèche sur un vaste front. Cela se produit en même temps que se confirment les tendances protectionnistes aux États-Unis, comme en témoigne le projet de loi Mills soumis récemment au Congrès. A mon avis, il convient de se soucier de ce que ces phénomènes européens et américains peuvent avoir pour effet de s'aggraver les uns les autres.

On se souviendra que la formation de la Communauté économique européenne s'est accompagnée de la négociation Kennedy. A cette époque, l'Europe et le monde étaient engagés ensemble dans une marche très impressionnante vers une plus grande liberté du commerce. Il reste peu d'indices aujourd'hui de l'harmonie de ces rapports, il y a même des indices du contraire.

La semaine dernière, lors de mes entretiens avec les dirigeants européens j'ai fait valoir que, tout en s'acheminant vers l'unité économique et politique, l'Europe ne doit pas oublier l'unité plus vaste du monde, où la vie même de toutes les nations est en jeu. A Ottawa, j'ai vivement insisté sur ce point auprès des représentants de l'administration américaine.

Je ne pense pas être alarmiste; des observateurs sagaces des deux côtés de l'Atlantique redoutent un tel affrontement. Nous ne pouvons nous permettre une si coûteuse erreur. Figurez-vous un moment l'aspect du monde où un tel affrontement se produirait. En Extrême-Orient, nous assistons au miracle économique du Japon. Les Japonais abandonnent peu à peu leurs restrictions à l'importation. Ils ne seront pas encouragés dans cette voie par des mesures rétrogrades adoptées dans l'Ouest. La Chine apparaît sur la scène internationale comme une future super-puissance et, en raison de sa population, comme un marché éventuellement plus important que l'Europe.

Dès 1972, ou même en 1971, il se pourrait que le Gouvernement de Pékin siège aux Nations Unies. Le Canada entretient, certes, l'espoir que cela va se réaliser. Les changements que pourrait entraîner cet événement sont incalculables. On connaît peu les intentions de la Chine. Par contre, si l'Europe et l'Amérique du Nord consacrent trop d'efforts à un stérile conflit commercial, il leur sera certainement difficile de relever les défis et de saisir les occasions que suscitera la participation croissante de la Chine aux affaires internationales.